



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de l'environnement

Affaire suivie par : SM
Téléphone : 04 67 61 61 61
Mél : pref-collectivites-locales@herault.gouv.fr

Montpellier, le 28 octobre 2024

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 2024-10-DRCL-0529

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Société Raffinerie du Midi à Balaruc-les-Bains

Le préfet de l'Hérault

VU le titre Ier du livre V du Code de l'Environnement;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la note ministérielle du 19 avril 2017 relative à la gestion des Sites et Sols Pollués ;

VU l'arrêté préfectoral n°72-75M du 7 avril 1972 autorisant la société Raffinerie du Midi sise 76 rue d'Amsterdam à Paris (75009), à exploiter un dépôt d'hydrocarbures sur le site de Balaruc-les-Bains (34540) ;

VU la déclaration de cessation d'activité de son dépôt d'hydrocarbures de Balaruc-les-Bains en date du 19 novembre 1993 adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault par la société Raffinerie du Midi ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-I-982 du 4 août 2021 prescrivant la fin des travaux de réhabilitation du site de Raffinerie du Midi à Balaruc-les-Bains ;

VU le rapport d'étude diagnostic du sous-sol, daté de juin 1995, du dépôt de Balaruc-les-Bains établi par la société Géostock pour le compte de la société Raffinerie du Midi ;

VU le rapport d'étude historique et de vulnérabilité de l'environnement, daté du 6 mai 2003, du site de Balaruc-les-Bains établi par la société GESTER pour le compte de Raffinerie du Midi,

VU le rapport d'étude d'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine, daté du 22 mai 2003, du site de Balaruc-les-Bains établi par la société GESTER pour le compte de Raffinerie du Midi,

VU le rapport d'étude d'évaluation détaillée des risques pour la santé humaine – Phase II, étude du scénario industriel, daté du 23 juillet 2003, du site de Balaruc-les-Bains établi par la société ARCADIS GESTER pour le compte de Raffinerie du Midi,

VU la proposition de procédure de réception du traitement par pompage écrémage référencée PRO04.A-9D3249-révision B du 02/12/2019;

VU les notes trimestrielles de suivi du traitement in situ par pompage écrémage dans la partie-Est du site, au niveau de la pinède, des années 2019, 2020 et 2021 ;

VU la note de synthèse de l'état environnemental du site en date du 20 février 2020 ;

VU la note technique « Excavation des hot spots -RAFFINERIE DU MIDI-Balaruc-les-Bains(34)» de la société OGD-groupe ORTEC du 12 mai 2021 ;

VU le courrier de Raffinerie du Midi, en date du 21 juin 2021, proposant les derniers travaux de dépollution du site de Balaruc-les-bains conformément à la note technique du groupe ORTEC susvisée, avec maintien de la surveillance environnementale des eaux souterraines et superficielles ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 novembre 2021 constatant le début des travaux de dépollution dans les sols ;

VU le rapport de fin des travaux de dépollution des sols en date du 9 octobre 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 mai 2023 constatant le retrait des concentrés de pollution présents dans les sols ;

VU la procédure de réception du traitement par écrémage passif des eaux souterraines, au niveau de la pinède, mise à jour le 12 juin 2024 ;

VU le bilan de réception des ouvrages du 1^{er} et 2nd trimestre 2024 ;

VU les rapports de suivi des eaux souterraines et superficielles jusqu' au premier semestre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 août 2024 valant procès-verbal de récolement au titre de l'article R512-39-3 du code de l'environnement pour le site de l'ancienne Raffinerie du Midi excepté pour la zone Est au niveau de la pinède ;

VU la lettre de la mairie de Balaruc-les-bains, adressée à la préfecture par courrier électronique en date du 8 octobre 2024, demandant la possibilité de conserver, en cas d'acquisition du site, l'ensemble des piézomètres de contrôle des eaux souterraines présentés à l'annexe I du présent arrêté à l'exception du piézomètre PZ12 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 9 octobre 2024 par courrier électronique ;

VU l'observation de l'exploitant formulée en réponse à ce courriel sur ce projet d'arrêté préfectoral en date du 09/10/2024 ;

Considérant que les travaux de dépollution prévus par l'arrêté préfectoral n°2021-I-982 du 4 août 2021 susvisé ont bien été mis en œuvre par l'exploitant et sont terminés sauf pour la zone à l'Est au niveau de la pinède, présentée en annexe III du présent arrêté ;

Considérant que l'inspection des installations classées a procédé à un récolement partiel du site sur l'ensemble des 8 ha à l'exception de la zone de la pinède dans son rapport du 22 août 2024 susvisé afin de ne pas retarder la reconversion du site ;

Considérant que le récolement pour cette zone de la pinède sera fait ultérieurement ;

Considérant que suite au bilan du traitement par écrémage passif des eaux souterraines au niveau de la pinède, il convient d'encadrer ces derniers travaux de dépollution ;

Considérant que le suivi des eaux souterraines et des eaux superficielles était justifié pour identifier une éventuelle mobilisation de la pollution suite aux excavations des sols (terminées en novembre 2021) ou suite à l'arrêt du pompage (rabattement) mis en place pour le traitement des eaux souterraines (pompage arrêté en décembre 2021) ;

Considérant que les actions d'écémage passif qui vont se poursuivre dans la zone de la pinède ne sont pas de nature à avoir un impact sur ce suivi ;

Considérant que suite aux résultats communiqués dans les rapports de surveillance susvisés et transmis jusqu'au 1^{er} semestre 2024, ce suivi n'a pas montré d'évolution depuis 2021, ni aucun impact significatif depuis plus de 10 ans ;

Considérant qu'il convient donc d'acter l'arrêt de la surveillance des eaux souterraines et superficielles mises en œuvre et le comblement de certains ouvrages en tenant compte de la demande de la mairie susvisée;

Considérant que l'analyse des risques résiduels peut être réalisée sans attendre la fin du traitement des eaux souterraines en cours au niveau de la zone de la pinède, zone dont l'usage futur sera restreint;

Considérant que le dossier de servitude d'utilité publique peut également être réalisé en incluant la zone pinède où les constructions ou excavations devront être restreintes;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : ÉCRÉMAGE PASSIF

L'article 2.2 de l'arrêté préfectoral n°2021-I-982 du 4 août 2021 est remplacé par :

2.2 – Traitement des eaux souterraines – écémage passif

La société Raffinerie du midi poursuit le traitement d'écémage passif de la pollution résiduelle des eaux souterraines suivant la procédure de réception des ouvrages susvisée et validée par l'inspection des installations classées.

Cette procédure pourra être révisée, après accord par l'inspection des installations classées, sur demande argumentée de la société Raffinerie du Midi.

Pour ce traitement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bilan réalisé tous les trimestres. Pour les ouvrages réceptionnés, l'exploitant transmet le suivi trimestriel puis semestriel.

L'arrêt du traitement ne pourra avoir lieu qu'après accord de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 : SURVEILLANCE DES MILIEUX

L'article 6 de l'arrêté préfectoral n°2021-I-982 du 4 août 2021 est remplacé par :

La société Raffinerie du Midi arrête la surveillance de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles (étang de Thau).

6.1 - Surveillance de la qualité des eaux souterraines

La surveillance de la qualité des eaux souterraines était réalisée par des analyses sur des prélèvements réalisés sur l'ensemble des piézomètres implantés sur site et dans la ZAE de Balaruc-les-Bains. Une cartographie localisant l'ensemble de ces ouvrages est jointe en annexe I du présent arrêté.

Compte-tenu du souhait de la mairie d'acquérir le site et de conserver ces ouvrages, excepté le piézomètre PZ12 selon la demande susvisée :

- l'exploitant comble dans un premier temps uniquement le piézomètre PZ12 et les autres ouvrages présents sur site en lien avec la nappe (anciennes aiguilles de traitement par exemple) conformément à la norme NF X31-614 ;

- en cas de non acquisition du site par la mairie, dans un délai de deux ans à compter de la publication du présent arrêté, l'exploitant comble tous les ouvrages figurant en annexe I du présent arrêté conformément à la norme NF X31-614 ;

- en cas d'acquisition du site par la mairie, dans le délai de deux ans à compter de la publication du présent arrêté, les quatorze piézomètres figurant à l'annexe I du présent arrêté, non comblés, seront conservés par la mairie qui en deviendra propriétaire et prendra la responsabilité de leurs entretiens et de leurs futurs comblements conformément à la norme susvisée.

La justification du comblement des ouvrages est transmise à l'inspection.

Pour mémoire, l'exploitant maintient en bon état les piézomètres situés dans la zone de la pinède pour la poursuite du traitement passif des eaux souterraines conformément à l'article 2.2 du présent arrêté.

6.2 - Surveillance de la qualité des eaux superficielles

La surveillance d'écoulements éventuels dans l'Etang de Thau était assurée par les 4 points de prélèvements existants positionnés autour du site. Une cartographie localisant l'ensemble de ces ouvrages est jointe en annexe II du présent arrêté.

Ces points de contrôle ne sont plus suivis.

ARTICLE 3 : SERVITUDES-RESTRICTIONS D'USAGE

L'article 9 de l'arrêté préfectoral n°2021-I-982 du 4 août 2021 est remplacé par :

A l'issue des travaux de dépollution des sols et en fonction des résultats de l'analyse des risques résiduels, l'exploitant propose à Monsieur le préfet de l'Hérault un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique proposant les prescriptions techniques à respecter compte tenu de la pollution résiduelle. Ces restrictions sont mises en œuvre conformément aux articles L.515-8 et R.515-31-1 à R.515-31-7 du code de l'environnement.

La transmission du dossier de servitudes à l'inspection des installations classées est effectuée au plus tard le 30 novembre 2024. Ce dossier précisera l'identité du ou des propriétaires, et les références des actes d'acquisition, celles-ci devant figurer dans l'arrêté instituant les servitudes.

Compte tenu des difficultés rencontrées pour dépolluer la zone de la Pinède, et la présence possible de traces d'hydrocarbures en toit de nappe, même à l'issue des actions d'écémage, l'interdiction de toute construction ou excavation à une profondeur restant à définir doit être prévue dans le dossier de servitudes d'utilité publique.

Par ailleurs, il est rappelé qu'en application de l'article L.556-1 du code de l'environnement, toute demande de permis d'aménager ou de construire devra être accompagnée d'une attestation d'un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués garantissant la compatibilité du projet avec l'état des sols.

ARTICLE 5 : SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais fixés, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT


Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

ARTICLE 7 : EN VUE DE L'INFORMATION AUX TIERS :

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, et l'inspection des installations classées pour l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de la commune de Balaruc-les-Bains et qui sera notifié à l'exploitant RAFFINERIE DU MIDI.


Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général
Frédéric POISOT

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification ou de la réponse de [l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site \[www.telerecours.fr\]\(http://www.telerecours.fr\)](#)

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ANNEXE I



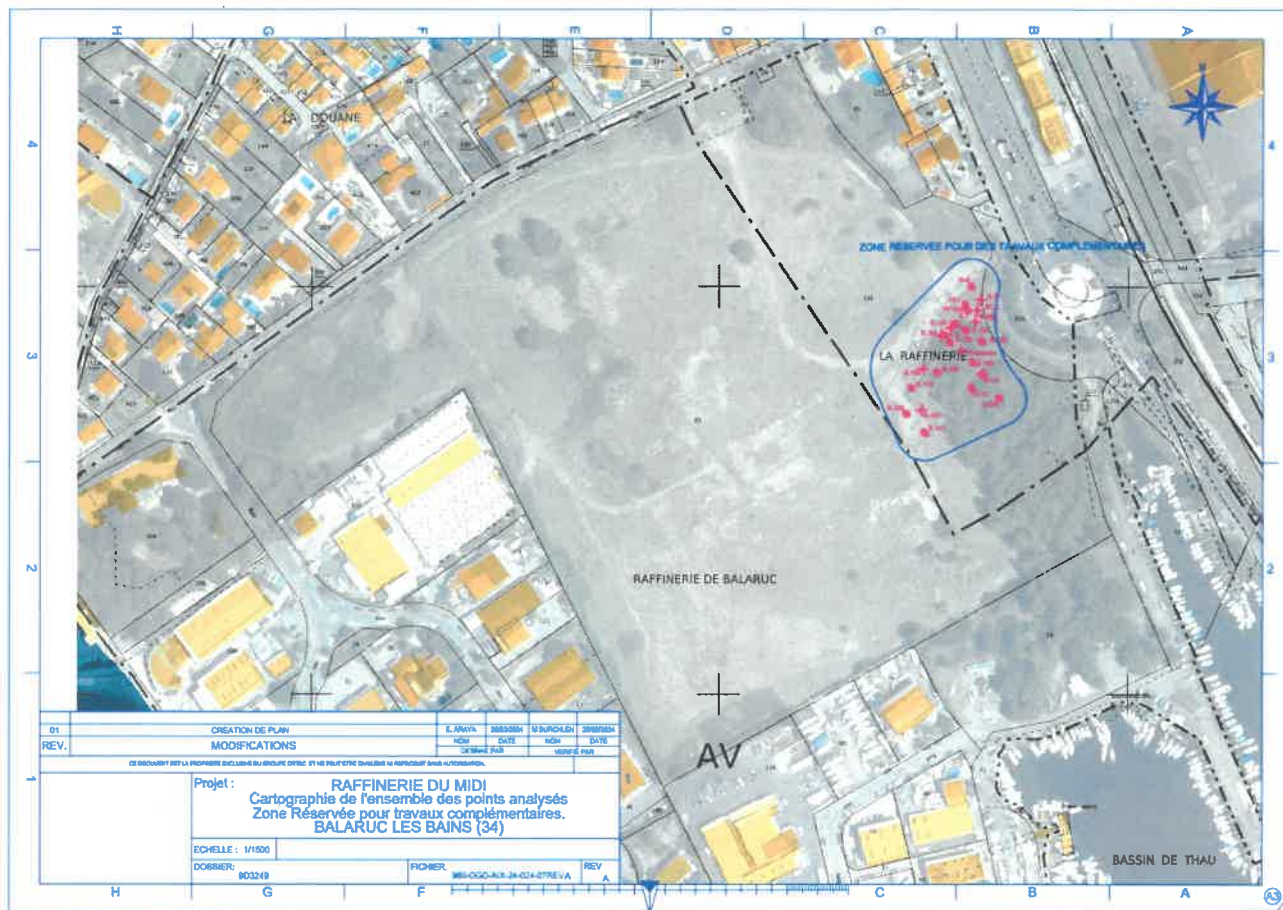
Localisation des piézomètres de contrôle des eaux souterraines

ANNEXE II



Localisation des points de prélèvement des eaux superficielles

ANNEXE III



Plan du site précisant le périmètre de la zone de la Pinède où l'écrouissage des eaux souterraines se poursuit